Édition de langue française

Législation

Sommaire

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

- ★**Règlement (CEE) n° 1975/82 du Conseil, du 19 juillet 1982, concernant l'accélération du développement agricole dans certaines régions de la Grèce** 1
- ★**Règlement (CEE) n° 1976/82 de la Commission, du 19 juillet 1982, instituant un droit anti-« dumping » provisoire sur certaines importations d'engrais chimiques originaires des États-Unis d'Amérique** 7
- ★**Règlement (CEE) n° 1977/82 de la Commission, du 19 juillet 1982, relatif au régime applicable aux importations dans le Royaume-Uni de certains produits textiles originaires de la république populaire de Chine** 9
- ★**Règlement (CEE) n° 1978/82 de la Commission, du 19 juillet 1982, relatif au classement de marchandises dans la position 18.05 du tarif douanier commun** 11
- ★**Règlement (CEE) n° 1979/82 de la Commission, du 19 juillet 1982, relatif à la méthode d'analyse à utiliser pour la détermination de la teneur en extrait sec du jus de tomate, au sens de la note 4 du chapitre 20 du tarif douanier commun** 12

II Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Conseil

82/476/CEE :

- ★**Décision du Conseil, du 12 juillet 1982, portant nomination d'un membre suppléant du comité consultatif pour la formation des praticiens de l'art dentaire** 15

Commission :

82/477/CEE :

- ★**Décision de la Commission, du 5 juillet 1982, constatant que l'importation de l'appareil dénommé « Photo Research-Pritchard Photometer, model 1980 A-WB with Cassegrain Telescope, model CO-1250, Scotopic Response Filter, model SF-80, and Tristimulus Filter, model TF 80 » peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun** 16

Sommaire (suite)

82/478/CEE :	
★ Décision de la Commission, du 5 juillet 1982, constatant que l'importation de l'appareil dénommé « GWR — Superconducting Gravimeter, model TT 40, with accessories » peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun	17
82/479/CEE :	
Décision de la Commission, du 5 juillet 1982, fixant le prix minimal de vente de l'huile d'olive mise en vente pour l'exportation dans le cadre de la première adjudication partielle prévue par le règlement (CEE) n° 1290/82	18
82/480/CEE :	
★ Décision de la Commission, du 5 juillet 1982, constatant que l'importation de l'appareil dénommé « Aminco-Spectrofluorometer, model J4-8970 » ne peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun	19
82/481/CEE :	
★ Décision de la Commission, du 5 juillet 1982, constatant que l'importation de l'appareil dénommé « Aminco-Spectrofluorometer, model J4-8970 » ne peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun	20
82/482/CEE :	
★ Décision de la Commission, du 5 juillet 1982, constatant que l'importation de l'appareil dénommé « Aminco-Spectrofluorometer, model J4-8970 » ne peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun	21
82/483/CEE :	
★ Décision de la Commission, du 5 juillet 1982, constatant que l'importation de l'appareil dénommé « JEOL — Electron Microscope, model Temscan-200 CX » ne peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun	22

Sommaire (suite)

82/484/CEE :

- *Décision de la Commission, du 5 juillet 1982, constatant que l'importation de l'appareil dénommé « JEOL-Electron Microscope, model JEM-200 CX » ne peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun . . . 23**

82/485/CEE :

- *Décision de la Commission, du 5 juillet 1982, constatant que l'importation de l'appareil dénommé « Beckman-UV-Vis NIR Spectrophotometer, model 5260 » ne peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun . . . 24**

82/486/CEE :

- Décision de la Commission, du 5 juillet 1982, fixant les prix minimaux de vente de l'huile d'olive mise en vente dans le cadre de la troisième adjudication partielle prévue par le règlement (CEE) n° 837/82 25

82/487/CEE :

- Décision de la Commission, du 5 juillet 1982, fixant le prix minimal de vente de l'huile d'olive mise en vente pour l'exportation dans le cadre de la deuxième adjudication partielle prévue par le règlement (CEE) n° 1079/82 26

82/488/CEE :

- Décision de la Commission, du 5 juillet 1982, fixant le prix minimal de vente de l'huile d'olive mise en vente dans le cadre de la troisième adjudication partielle prévue par le règlement (CEE) n° 838/82 27

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CEE) N° 1975/82 DU CONSEIL

du 19 juillet 1982

concernant l'accélération du développement agricole dans certaines régions de la Grèce

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 43,

vu la proposition de la Commission ⁽¹⁾,

vu l'avis de l'Assemblée ⁽²⁾,

vu l'avis du Comité économique et social ⁽³⁾,

considérant que, en vertu de l'article 39 paragraphe 2 point a) du traité, la structure sociale de l'agriculture et les disparités structurelles et naturelles entre les diverses régions agricoles doivent être prises en considération dans l'élaboration de la politique agricole commune ;

considérant que, pour atteindre les objectifs de la politique agricole commune mentionnés à l'article 39 paragraphe 1 points a) et b) du traité, des dispositions particulières, adaptées à la situation des zones agricoles défavorisées, doivent être prises au niveau de la Communauté ;

considérant que, dans certaines régions défavorisées de la Grèce, au sens de la directive 81/645/CEE du Conseil, du 20 juillet 1981, relative à la liste communautaire des zones agricoles défavorisées au sens de la directive 75/268/CEE (Grèce) ⁽⁴⁾, il existe de graves problèmes de sous-emploi dans l'agriculture ;

considérant que le pourcentage de la population active agricole y est relativement élevé et que les revenus agricoles y sont très faibles ;

considérant que l'infrastructure rurale de ces régions est très insuffisante, notamment en ce qui concerne les équipements publics tels que l'électricité, l'eau potable, les chemins d'exploitation et de communication, et que la création ou le renforcement de ces équipements

constitue une condition importante pour l'amélioration des structures agricoles ;

considérant que les conditions de production agricole dans ces régions sont gravement affectées par l'existence d'une situation hydraulique particulièrement déséquilibrée et que l'utilisation des eaux disponibles permettra la création de petits réseaux d'irrigation ;

considérant que, dans les zones de montagne et de collines, l'amélioration des pâturages et la protection contre l'érosion constituent une condition essentielle de l'amélioration de l'agriculture dans ces régions ;

considérant que relativement peu d'agriculteurs dans ces régions sont capables de réaliser un plan de développement visant à atteindre le niveau de revenu comparable visé à l'article 4 paragraphe 1 de la directive 72/159/CEE du Conseil, du 17 avril 1972, concernant la modernisation des exploitations agricoles ⁽⁵⁾ modifiée en dernier lieu par la directive 82/436/CEE ⁽⁶⁾, et que le développement de l'élevage bovin, ovin et caprin, en liaison avec l'amélioration des pâturages et l'irrigation, peut contribuer à une amélioration efficace et permanente de la situation économique dans les exploitations agricoles ;

considérant que le niveau de formation de la population agricole est particulièrement faible ; que les mesures en vue d'améliorer les conditions de production en agriculture ne peuvent produire tous leurs effets que si la capacité professionnelle des agriculteurs augmente et qu'il est nécessaire par conséquent d'améliorer l'infrastructure en matière de formation agricole par la création de centres de formation ou par l'agrandissement et la rénovation des centres existants ;

considérant que, à cause de l'existence de terres agricoles affectées par l'érosion, la conservation du sol et des eaux constitue une nécessité particulièrement importante et que le boisement, ainsi que l'amélioration des forêts dégradées, y compris les mesures protégeant et assurant l'existence des forêts, constituent des moyens appropriés pour la protection des terres agricoles dans ces régions ;

⁽¹⁾ JO n° C 84 du 3. 4. 1982, p. 5.

⁽²⁾ Avis rendu le 9 juillet 1982 (non encore paru au Journal officiel).

⁽³⁾ Avis rendu le 30 juin 1982 (non encore paru au Journal officiel).

⁽⁴⁾ JO n° L 238 du 24. 8. 1981, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 96 du 23. 4. 1972, p. 1.

⁽⁶⁾ JO n° L 193 du 3. 7. 1982, p. 37.

considérant qu'il convient de promouvoir la réalisation de ces objectifs par une action combinant ces divers éléments et s'exerçant dans le cadre d'un programme ;

considérant qu'il résulte de ce qui précède que les mesures visées ci-dessus constituent une action commune au sens de l'article 6 du règlement (CEE) n° 729/70 du Conseil, du 21 avril 1970, relatif au financement de la politique agricole commune⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3509/80⁽²⁾ ;

considérant qu'il incombe à la Commission, après avoir recueilli l'avis du comité permanent des structures agricoles, de décider de l'approbation d'un programme présenté par le gouvernement hellénique,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

TITRE PREMIER

Mesures visant à accélérer le développement agricole dans certaines régions de la Grèce

Article premier

1. En vue d'accélérer le développement agricole de certaines régions de la République hellénique, il est institué une action commune, au sens de l'article 6 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 729/70, à mettre en œuvre par la République hellénique en vue de réaliser une amélioration significative des structures agricoles ainsi que des possibilités de production agricole dans les régions concernées.

2. L'action commune s'applique aux zones défavorisées, au sens de la directive 81/645/CEE, des départements Eurytanie, Carditsa, Tricala, Phtiotida, Phokida, Etoloacarnanie, Arta, Preveza, Ioannina, Thesprotia, Grevena, Larissa, Cozani, Castoria, Phlorina, Corinthia, Achaïa, Elide, Messinia, Laconia, Argolida et Arcadia.

3. Conformément au titre VIII, la Communauté peut accorder un concours à l'action commune en finançant, par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « orientation », ci-après dénommé « Fonds », des mesures liées :

- a) à l'amélioration de l'infrastructure rurale ;
- b) à l'irrigation ;
- c) à l'amélioration foncière ;
- d) au développement de l'élevage bovin, ovin et caprin ;
- e) à l'amélioration des équipements concernant la formation agricole ;
- f) à l'amélioration forestière.

4. Les mesures visées au paragraphe 3 doivent être réalisées dans le cadre d'un programme qui devra être

établi par le gouvernement hellénique et approuvé par la Commission.

Article 2

1. Le programme visé à l'article 1^{er} paragraphe 4 comporte :

- a) une description des différentes mesures qu'il comprend, telles qu'elles sont indiquées aux titres II à VII, y compris les coûts et les modalités de leur financement ;
- b) le calendrier envisagé pour la réalisation des différentes mesures ;
- c) les mesures de coordination avec tous les autres programmes et dispositions pouvant influencer le développement de l'agriculture dans la région concernée ;
- d) une assurance que les actions envisagées sont compatibles avec la protection de l'environnement.

2. Le programme comporte également les informations visées aux articles 5, 7, 9, 11, 13 et 15. Le gouvernement hellénique fournira par ailleurs toute information complémentaire que la Commission pourrait lui demander en vue de l'appréciation du programme.

3. L'ensemble des mesures visées par l'action commune doit s'inscrire dans le cadre du programme de développement régional lorsque la République hellénique est tenue de le communiquer à la Commission au titre de l'article 6 du règlement (CEE) n° 724/75 du Conseil, du 18 mars 1975, portant création d'un Fonds européen de développement régional⁽³⁾.

4. Le programme a une durée au moins égale à celle de l'action commune.

Article 3

1. Le programme est communiqué à la Commission par le gouvernement hellénique.

2. Le programme et ses adaptations éventuelles sont approuvés selon la procédure prévue à l'article 21 après consultation du comité du Fonds sur les aspects financiers.

TITRE II

Infrastructure rurale

Article 4

L'amélioration de l'infrastructure rurale visée à l'article 1^{er} paragraphe 3 point a) comporte :

- a) l'électrification et l'adduction en eau potable des exploitations agricoles et de villages ou parties de villages dont les habitants dépendent principalement de l'agriculture ;

⁽¹⁾ JO n° L 94 du 28. 4. 1970, p. 13.

⁽²⁾ JO n° L 367 du 31. 12. 1980, p. 87.

⁽³⁾ JO n° L 73 du 21. 3. 1975, p. 1.

b) la construction et l'amélioration de chemins d'exploitation et de communication utilisés principalement pour l'agriculture et la sylviculture.

Article 5

1. Les informations suivantes doivent figurer dans le programme visé à l'article 1^{er} paragraphe 4 :

- données concernant la population agricole et non agricole,
- estimation du nombre d'exploitations agricoles qui bénéficieront de l'approvisionnement en électricité et en eau potable,
- longueur des chemins d'exploitation et de communication à construire ou à améliorer et estimation du nombre d'exploitations agricoles en bénéficiant.

2. Les projets qui bénéficient d'aides communautaires au titre d'autres actions communes au sens de l'article 6 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 729/70 ou d'une aide du Fonds européen de développement régional n'entrent pas dans le champ d'application du présent règlement.

TITRE III

Irrigation

Article 6

L'irrigation visée à l'article 1^{er} paragraphe 3 point b) comporte la création de petits réseaux collectifs d'irrigation ne dépassant pas 400 hectares sauf cas exceptionnels.

Article 7

Les informations suivantes doivent figurer dans le programme visé à l'article 1^{er} paragraphe 4 :

- a) superficies à irriguer, leur localisation et l'estimation du nombre de projets et des exploitations bénéficiaires ;
- b) estimation des coûts et leur échelonnement dans le temps ;
- c) aides prévues pour la réalisation des travaux.

TITRE IV

Amélioration foncière

Article 8

L'amélioration foncière visée à l'article 1^{er} paragraphe 3 point c) comporte :

- a) l'amélioration des pâturages, y compris l'équipement nécessaire ;

b) les travaux de protection des terres agricoles contre l'érosion par l'eau, tels que banquettes et fossés de collecte.

Article 9

Les informations suivantes doivent figurer dans le programme visé à l'article 1^{er} paragraphe 4 :

- a) — superficie des pâturages prévus pour l'amélioration, nature des travaux prévus et leur importance,
 - estimation des coûts et leur échelonnement dans le temps,
 - aides prévues pour la réalisation des travaux ;
- b) superficie agricole touchée par les mesures de protection contre l'érosion, nature des travaux et estimation des coûts.

TITRE V

Développement de l'élevage bovin, ovin et caprin

Article 10

1. Le développement de l'élevage bovin, ovin et caprin visé à l'article 1^{er} paragraphe 3 point d) comporte :

- a) des aides à la modernisation et à la construction d'étables ;
- b) des aides à l'achat de machines destinées à la production fourragère ;
- c) des aides à l'achat de reproducteurs mâles d'une qualité approuvée pour autant qu'existent les conditions pour leur utilisation économique. Toutefois, ces aides ne sont pas octroyées à l'achat de taureaux de race laitière pure ;
- d) une prime pour les veaux à viande ou les veaux provenant d'un croisement avec une race à viande et qui sont maintenus pendant au moins douze mois dans l'exploitation d'origine. Cette prime est octroyée au maximum pour quinze veaux par exploitation et par an.

2. Les aides mentionnées au paragraphe 1 points a) et b) sont accordées aux agriculteurs à titre principal qui sont dans l'impossibilité d'atteindre le niveau de revenu prévu à l'article 4 de la directive 72/159/CEE et qui établissent un plan pour l'amélioration de leurs exploitations. Les mêmes conditions s'appliquent pour l'octroi des aides visées au paragraphe 1 point c) en cas d'achat de reproducteurs de la part d'exploitants individuels. Le plan d'exploitation doit démontrer :

- que les investissements prévus s'élèvent au moins à 2 500 Écus par exploitation,
- que, à l'achèvement du plan, la part des ventes provenant de la production de viande bovine, ovine et caprine par rapport à l'ensemble des ventes de l'exploitation ne diminuera pas et dépassera 40 % des ventes totales de l'exploitation,

- par un calcul spécifique, que l'investissement est économiquement rentable et permet une amélioration durable du résultat économique de l'exploitation et, ainsi, une augmentation du revenu de l'exploitation,
- que les étables correspondent aux conditions hygiéniques et sanitaires prévues par les dispositions communautaires.

3. Les aides visées au paragraphe 1 points a), b) et c) sont octroyées conformément à l'article 8 paragraphe 2 de la directive 72/159/CEE, compte tenu de l'article 9 paragraphe 1 de la directive 75/268/CEE. Cependant, le montant maximal de l'investissement pris en considération pour l'octroi de l'aide visée au paragraphe 1 point a) est limité à 18 135 Écus par exploitation individuelle.

Article 11

Les informations suivantes doivent figurer dans le programme visé à l'article 1^{er} paragraphe 4 :

- a) indication des dispositions concernant l'établissement du plan d'amélioration visé à l'article 10 paragraphe 2 ;
- b) mesures arrêtées pour la réalisation des objectifs et conditions concernant l'octroi des aides ;
- c) estimation du nombre d'exploitations agricoles bénéficiant de ces mesures ;
- d) moyens financiers prévus pour la réalisation des mesures ;
- e) liaison entre les mesures du présent titre avec les mesures mentionnées aux titres III et IV.

TITRE VI

Amélioration des équipements en vue de la formation agricole

Article 12

1. L'amélioration des équipements de formation pour agriculteurs visée à l'article 1^{er} paragraphe 3 point e) comporte la construction et l'aménagement :

- de centres de formation agricole,
- de centres de formation agricole provinciaux.

2. Les centres de formation ont notamment pour objet d'organiser des cours de formation, tels qu'ils sont définis au titre II de la directive 72/161/CEE du Conseil, du 17 avril 1972, concernant l'information socio-économique et la qualification professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture (¹), modifiée en dernier lieu par la directive 82/436/CEE.

Article 13

Les informations suivantes doivent figurer dans le programme visé à l'article 1^{er} paragraphe 4 :

- a) nombre de centres de formation existants et à créer ;

- b) nombre de centres dont les infrastructures existantes doivent être renforcées ;
- c) nombre de participants à accueillir dans les centres visés respectivement aux points a) et b) ;
- d) coût estimé des mesures visées respectivement aux points a) et b) ;
- e) contenu et durée des cours de formation prévus.

TITRE VII

Mesures forestières

Article 14

1. L'amélioration forestière visée à l'article 1^{er} paragraphe 3 point f) concerne des mesures de boisement, des mesures d'amélioration des forêts dégradées et d'autres mesures complémentaires nécessaires telles que la construction de chemins forestiers, l'aménagement des torrents ainsi que la protection contre le feu.

2. Les mesures visées au paragraphe 1 doivent être nécessaires à l'amélioration, par la conservation du sol et des eaux, de la situation de l'agriculture de la zone en question.

Article 15

Les informations suivantes doivent figurer dans le programme visé à l'article 1^{er} paragraphe 4 :

- nature des travaux et superficie couverte par les actions à entreprendre ainsi que leur localisation,
- estimation des coûts et des moyens financiers prévus,
- importance économique des mesures pour le secteur agricole dans les régions en question, y compris les conséquences pour les producteurs.

TITRE VIII

Dispositions financières et générales

Article 16

1. La durée de l'action commune est limitée à cinq ans à compter de la date d'approbation du programme visé à l'article 1^{er} paragraphe 4.

2. Au cours de la quatrième année, la Commission présente un rapport sur le déroulement de l'action commune. Avant l'expiration de la période de cinq ans, le Conseil décide, sur proposition de la Commission, s'il y a lieu de prolonger l'action.

3. Le coût prévisionnel de l'action commune à la charge du Fonds s'élève à 198,6 millions d'Écus.

4. L'article 6 paragraphe 5 du règlement (CEE) n° 729/70 s'applique au présent règlement.

(¹) JO n° L 96 du 23. 4. 1972, p. 15.

Article 17

La contribution du propriétaire du terrain s'élèvera au moins à 15 % du coût des travaux visés à l'article 14 ; toutefois, lorsque l'inclusion de ce terrain dans le programme est d'intérêt public et que le propriétaire n'est pas susceptible de tirer un bénéfice dans un avenir prévisible, du fait de cette inclusion, sa contribution peut être prise en charge par l'autorité publique compétente.

Article 18

1. Les dépenses effectuées par la République hellénique au titre de l'action commune sont éligibles au Fonds à concurrence des montants visés au paragraphe 2.

2. Le Fonds rembourse au gouvernement hellénique le pourcentage suivant de ses dépenses réelles :

a) 50 % pour les travaux visés à l'article 4. Toutefois, ce montant ne peut dépasser 40 % du coût total de l'investissement, avec un montant éligible maximal de :

- 16 millions d'Écus pour l'approvisionnement en électricité,
- 60 millions d'Écus pour l'approvisionnement en eau potable,
- 40 millions d'Écus pour les chemins d'exploitation et de communication ;

b) 50 % pour les autres mesures avec un montant éligible maximal de :

- 4 800 Écus par hectare pour les travaux visés à l'article 6, dans une limite globale de 35 000 hectares et de 122,5 millions d'Écus,
- 250 Écus par hectare pour les travaux visés à l'article 8 point a) dans une limite globale de 120 000 hectares et de 25,2 millions d'Écus,
- 1 500 Écus par hectare pour les travaux visés à l'article 8 point b), dans une limite globale de 4 500 hectares et de 5 millions d'Écus,
- 38,6 millions d'Écus pour les mesures visées à l'article 10 paragraphe 1 point a), b) et c),
- 30 Écus par veau pour la mesure visée à l'article 10 paragraphe 1 point d), dans une limite globale de 3 millions d'Écus,
- 7 millions d'Écus pour les mesures visées à l'article 12,
- 2 300 Écus par hectare pour les boisements, dans une limite globale de 12 000 hectares et de 23,3 millions d'Écus,

- 2 000 Écus par hectare pour l'amélioration de forêts dégradées, dans une limite globale de 10 000 hectares et de 16,5 millions d'Écus,
- 260 Écus par hectare pour l'aménagement des torrents, dans une limite globale de 100 000 hectares protégés et de 21,5 millions d'Écus,
- 150 Écus par hectare pour la protection contre le feu, dans une limite globale de 50 000 hectares protégés et de 5,8 millions d'Écus,
- 18 000 Écus par kilomètre pour les chemins forestiers, dans une limite globale de 2 500 kilomètres et de 35,2 millions d'Écus,
- 5 % des coûts globaux du projet concerné dans le cadre de l'article 14 pour les travaux préparatoires concernant des projets sur des terrains privés dans une limite globale de 0,8 million d'Écus.

3. Les modalités d'application du présent article sont arrêtées conformément à la procédure prévue à l'article 13 du règlement (CEE) n° 729/70.

Article 19

Lors de l'approbation du programme visé à l'article 1^{er} paragraphe 4, la Commission fixe, en accord avec la République hellénique, les modalités de son information sur le déroulement de l'action de développement.

Article 20

1. Les demandes de remboursement portent sur les dépenses effectuées par la République hellénique dans le courant d'une année civile et elles sont présentées à la Commission avant le 1^{er} juillet de l'année suivante.

2. Le concours du Fonds est décidé conformément à l'article 7 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 729/70.

3. Des avances peuvent être accordées par le Fonds en fonction des modalités de financement arrêtées par la République hellénique et selon l'état d'avancement du programme.

4. Les modalités d'application du présent article sont arrêtées selon la procédure prévue à l'article 13 du règlement (CEE) n° 729/70.

Article 21

1. Dans le cas où il est fait référence à la procédure définie au présent article, le comité permanent des structures agricoles est saisi par son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande du représentant d'un État membre.

2. Le représentant de la Commission soumet un projet de mesures à prendre. Le comité permanent des structures agricoles émet son avis sur ces mesures dans un délai que le président peut fixer en fonction de l'urgence des questions soumises à examen. Il se prononce à la majorité de quarante-cinq voix, les voix des États membres étant affectées de la pondération prévue à l'article 148 paragraphe 2 du traité. Le président ne prend pas part au vote.

3. La Commission arrête les mesures qui sont immédiatement applicables. Toutefois, si elles ne sont pas conformes à l'avis émis par le comité permanent

des structures agricoles, ces mesures sont aussitôt communiquées par la Commission au Conseil ; dans ce cas, la Commission peut différer d'un mois au plus à compter de cette communication l'application des mesures décidées par elle. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut prendre une décision différente dans le délai d'un mois.

Article 22

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 19 juillet 1982.

Par le Conseil

Le président

B. WESTH

RÈGLEMENT (CEE) N° 1976/82 DE LA COMMISSION

du 19 juillet 1982

instituant un droit anti-« dumping » provisoire sur certaines importations d'engrais chimiques originaires des États-Unis d'Amérique

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3017/79 du Conseil, du 20 décembre 1979, relatif à la défense contre les importations qui font l'objet de *dumping* ou de subventions de la part de pays non membres de la Communauté économique européenne⁽¹⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 1580/82⁽²⁾, et notamment son article 10,

après consultation au sein du comité consultatif créé par le règlement (CEE) n° 3017/79,

considérant que, le 26 février 1980, la Commission a publié, au *Journal officiel des Communautés européennes*⁽³⁾, un avis d'ouverture d'une procédure anti-*dumping* concernant les importations d'engrais composés, d'urée et de nitrates d'ammonium en solution originaires des États-Unis d'Amérique ;

considérant que la Commission a procédé à un examen du *dumping* et du préjudice, dont il ressort, comme cela est indiqué dans le règlement (CEE) n° 349/81 du Conseil⁽⁴⁾, qu'il y a eu *dumping*, la marge moyenne constatée étant de 6,5 % ; que ces importations ayant fait l'objet de *dumping* ont causé un préjudice à l'industrie communautaire en cause et que les intérêts de la Communauté nécessitent l'institution d'un droit anti-*dumping* définitif qui, compte tenu de la gravité du préjudice subi, devrait être égal aux marges de *dumping* moyennes constatées ;

considérant que, par la décision 81/35/CEE⁽⁵⁾, la Commission a accepté les engagements volontaires de prix émanant de plusieurs exportateurs américains du produit considéré, y compris Allied Corporation (précédemment Allied Chemical) et Transcontinental Fertiliser Company ;

considérant que le Conseil a donc exclu les exportations effectuées par les sociétés américaines, dont les engagements ont été acceptés, de l'application du droit définitif de 6,5 % institué par le règlement (CEE) n° 349/81 ;

considérant que Allied Corporation et Transcontinental Fertiliser Company ont par correspondance datée respectivement du 7 juin 1982 et du 2 juillet 1982 résilié leurs engagements ; que les exemptions du

versement du droit anti-*dumping* en question pour les exportations du produit considéré effectuées par Allied Corporation et par Transcontinental Fertiliser Company ne sont donc plus justifiées ; que les informations dont dispose la Commission n'indiquent pas un changement significatif de la marge moyenne de *dumping* ;

considérant que, dans ces conditions, la Commission a estimé qu'une nouvelle enquête s'imposait et qu'elle avait par conséquent rouvert la procédure ; que, de plus, les intérêts de la Communauté nécessitent l'adoption immédiate de mesures provisoires concernant les exportations effectuées par Allied Corporation et par Transcontinental Fertiliser Company sur la base des informations disponibles, conformément aux dispositions de l'article 10 paragraphe 6 du règlement (CEE) n° 3017/79 ; que, compte tenu des informations vérifiées par la Commission pendant l'enquête susmentionnée concernant les pratiques de *dumping*, le taux de ce droit provisoire devrait être fixé à 6,5 %,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Il est institué un droit anti-*dumping* provisoire sur l'engrais composé d'urée et de nitrate d'ammonium en solution relevant de la sous-position ex 31.02 C du tarif douanier commun et correspondant au code Nimexex ex 31.02-90, originaire des États-Unis d'Amérique, exporté par Allied Corporation et Transcontinental Fertiliser Company.
2. Le taux du droit visé au paragraphe 1 est fixé à 6,5 % de la valeur en douane déterminée conformément au règlement (CEE) n° 1224/80 du Conseil, du 28 mai 1980, relatif à la valeur en douane des marchandises⁽¹⁾.
3. La mise en libre pratique du produit visé au paragraphe 1 est subordonnée au dépôt d'une caution égale au montant du droit provisoire.
4. Les dispositions en vigueur en matière de droits de douane s'appliquent au droit visé au paragraphe 1.

Article 2

Sans préjudice des dispositions de l'article 7 paragraphe 4 sous b) et c) du règlement (CEE) n° 3017/79,

⁽¹⁾ JO n° L 339 du 31. 12. 1979, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 178 du 22. 6. 1982, p. 9.

⁽³⁾ JO n° C 47 du 26. 2. 1980, p. 2.

⁽⁴⁾ JO n° L 39 du 12. 2. 1981, p. 4.

⁽⁵⁾ JO n° L 39 du 12. 2. 1981, p. 35.

⁽¹⁾ JO n° L 134 du 31. 5. 1980, p. 1.

les parties intéressées peuvent, dans le mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement, faire connaître leur position ou demander à être entendues par la Commission.

Sans préjudice des dispositions des articles 11, 12 et 14 du règlement (CEE) n° 3017/79, le présent règlement est applicable pendant une période maximale de

quatre mois ou en tout cas jusqu'à l'adoption de mesures définitives par le Conseil.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 19 juillet 1982.

Par la Commission
Wilhelm HAFERKAMP
Vice-président

RÈGLEMENT (CEE) N° 1977/82 DE LA COMMISSION
du 19 juillet 1982

relatif au régime applicable aux importations dans le Royaume-Uni de certains produits textiles originaires de la république populaire de Chine

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3061/79 du Conseil, du 20 décembre 1979, relatif au régime commun applicable aux importations de certains produits textiles originaires de Chine ⁽¹⁾, et notamment son article 11 paragraphes 4 et 5,

considérant que l'article 11 du règlement (CEE) n° 3061/79 fixe les conditions permettant l'établissement de limitations quantitatives ; que les importations dans le Royaume-Uni de certains produits textiles (catégorie 82), repris en annexe et originaires de Chine, risquent de dépasser le niveau visé au paragraphe 3 dudit article ;

considérant que, conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 11 du règlement (CEE) n° 3061/79, des demandes de consultations ont été notifiées à la Chine ; que, en attendant les résultats des consultations engagées, les produits en question sont soumis, à titre provisoire, à des limites quantitatives ;

considérant que les produits en question exportés de Chine entre le 1^{er} janvier 1982 et la date d'entrée en vigueur du présent règlement doivent être déduits des limites quantitatives instaurées ;

considérant que ces limites quantitatives n'empêchent pas l'importation des produits couverts par ces limites et expédiés de Chine avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

L'importation dans le Royaume-Uni des produits de la catégorie reprise en annexe, originaires de Chine, est soumise aux limitations quantitatives reprises dans cette même annexe, sous réserve des dispositions de l'article 2.

Article 2

1. La mise en libre pratique des produits visés à l'article 1^{er}, expédiés de Chine vers le Royaume-Uni avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement et qui n'ont pas encore été mis en libre pratique, est opérée sous réserve de la présentation d'un certificat d'embarquement prouvant que l'expédition a effectivement eu lieu avant cette date.

2. Toutes les quantités de produits expédiées de Chine à partir du 1^{er} janvier 1982 et mises en libre pratique sont déduites des limites quantitatives établies. Toutefois, ces limites quantitatives provisoires n'empêchent pas l'importation des produits couverts, mais expédiés de Chine avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable jusqu'à l'entrée en vigueur d'un règlement portant fixation à titre définitif de limitations quantitatives à la suite des consultations engagées.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 19 juillet 1982.

Par la Commission
Wilhelm HAFERKAMP
Vice-président

⁽¹⁾ JO n° L 345 du 31. 12. 1979, p. 1.

ANNEXE

Caté- gorie	Numéro du tarif douanier commun	Code Nimexe (1982)	Désignation des marchandises	États membres	Unités	Limites quantitatives du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1982
82	60.04 B IV a) c)	60.04-38 ; 60	Sous-vêtements de bonneterie non élas- tique ni caoutchoutée : B. autres : Sous-vêtements, autres que pour bébés, de bonneterie non élastique ni caoutchoutée, de laine, de poils fins ou de fibres textiles artificielles	UK	Tonnes	24

RÈGLEMENT (CEE) N° 1978/82 DE LA COMMISSION
du 19 juillet 1982
relatif au classement de marchandises dans la position 18.05 du tarif douanier commun

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEÉNNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 97/69 du Conseil, du 16 janvier 1969, relatif aux mesures à prendre pour l'application uniforme de la nomenclature du tarif douanier commun ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par l'acte d'adhésion de la Grèce, et notamment son article 3,

considérant que, afin d'assurer l'application uniforme de la nomenclature du tarif douanier commun, il y a lieu d'arrêter des dispositions concernant le classement tarifaire d'un produit constitué de cacao en poudre additionné de faibles quantités (environ 5 % en poids) de lécithine ;

considérant que la position 18.05 du tarif douanier commun annexée au règlement (CEE) n° 950/68 du Conseil ⁽²⁾, modifié en dernier lieu par le règlement n° 1883/82 ⁽³⁾, vise le cacao en poudre, non sucré ;

considérant que l'addition de faibles quantités de lécithine au cacao en poudre n'a pour effet que d'en augmenter la capacité de former des dispersions dans les liquides et donc de faciliter la préparation de boissons à base de cacao (cacao soluble) ;

considérant que cette addition d'environ 5 % en poids de lécithine n'enlève pas au cacao en poudre le caractère de marchandise de la position 18.05 ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de la nomenclature du tarif douanier commun,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le produit constitué de cacao en poudre additionné de faibles quantités (environ 5 % en poids) de lécithine doit être classé dans le tarif douanier commun dans la position :

18.05 Cacao en poudre, non sucré.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le vingt et unième jour après sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 19 juillet 1982.

Par la Commission

Karl-Heinz NARJES

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 14 du 21. 1. 1969, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 172 du 22. 7. 1968, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 207 du 15. 7. 1982, p. 4.

RÈGLEMENT (CEE) N° 1979/82 DE LA COMMISSION

du 19 juillet 1982

relatif à la méthode d'analyse à utiliser pour la détermination de la teneur en extrait sec du jus de tomate, au sens de la note 4 du chapitre 20 du tarif douanier commun

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 97/69 du Conseil, du 16 janvier 1969, relatif aux mesures à prendre pour l'application uniforme de la nomenclature du tarif douanier commun ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par l'acte d'adhésion de la Grèce, et en particulier son article 3,

considérant que des dispositions sont nécessaires pour assurer l'application uniforme de la nomenclature du tarif douanier commun en vue de la classification des jus de tomate ;

considérant que, par application de la note 4 du chapitre 20 du tarif douanier commun annexée au règlement (CEE) n° 950/68 du Conseil ⁽²⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1883/82 ⁽³⁾, les jus de tomate sont classés en fonction de leur teneur en extrait sec ;

considérant qu'il convient de définir une méthode analytique pour la détermination de l'extrait sec de ces jus ;

considérant que, à la suite des études effectuées et des résultats expérimentaux obtenus, la méthode reprise dans l'annexe du présent règlement offre les meilleures garanties ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de la nomenclature du tarif douanier commun,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

La teneur en extrait sec des jus de tomate au sens de la note 4 du chapitre 20 du tarif douanier commun doit être déterminée suivant la méthode reprise en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le quarante-deuxième jour suivant sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 19 juillet 1982.

Par la Commission

Karl-Heinz NARJES

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 14 du 21. 1. 1969, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 172 du 22. 7. 1968, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 207 du 15. 7. 1982, p. 4.

ANNEXE

1. OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION

La méthode permet de déterminer la teneur en matière sèche du jus de tomate.

2. DÉFINITION

On entend par matière sèche du jus de tomate le résidu obtenu dans les conditions de dessiccation définies ci-dessus.

3. PRINCIPE

La dessiccation est obtenue par chauffage dans une étuve à vide pendant deux heures, à une température de $70^{\circ} \pm 1^{\circ}$ C sous pression réduite (6,6 kPa ou 66 mbar) d'un échantillon préalablement séché et soigneusement mélangé à de la terre de diatomées ou matériel équivalent.

4. RÉACTIFS

- 4.1. Terre de diatomées ou matériel équivalent.
- 4.2. Eau distillée.

5. APPAREILLAGE

5.1. Appareillage de dessiccation

5.1.1. Étuve permettant de travailler sous pression réduite pourvue d'un réglage automatique de la température, d'un thermomètre et d'un manomètre. Cette étuve doit être conçue de telle façon que les écarts de température enregistrés à différents endroits sur le plateau porte-échantillons ne dépassent pas 2° C.

5.1.2. Étuve dotée d'un système de ventilation, d'un réglage automatique de température et d'un thermomètre. L'étuve doit être conçue de façon à assurer un renouvellement rapide de l'air pour permettre une rapide élimination de l'humidité.

5.1.3. Complément éventuel :

Bain-marie.

5.2. Batterie de séchage de l'air de circulation composée d'une colonne remplie de silicagel fraîchement activé ou d'un agent déshydratant équivalent et munie d'un indicateur d'humidité. Cette colonne est placée en série avec un barboteur à gaz contenant de l'acide sulfurique concentré qui doit être raccordé à l'entrée d'air de l'étuve. Il convient pour des raisons de sécurité de connecter, avant et après ce barboteur à gaz, un barboteur à gaz vide.

5.3. Pompe à vide capable de maintenir dans l'étuve (5.1.1) une pression de 6,6 kPa (66 mbar), environ.

5.4. Capsule en métal résistant à la corrosion, à fond plat, de 100 mm de diamètre environ et d'une hauteur d'au moins 30 mm, et munie d'un couvercle bien adapté.

5.5. Baguette de verre.

5.6. Dessiccateur garni de silicagel fraîchement activé ou d'un déshydratant équivalent, et muni d'un indicateur d'humidité.

5.7. Balance analytique.

6. MODE OPÉRATOIRE

6.1. Verser dans une capsule (5.4) de la terre de diatomées (4.1) (environ 1,5 g). Placer la capsule ouverte et son couvercle dans l'étuve et sécher pendant 30 minutes à $110 \pm 3^{\circ}$ C. Fermer la capsule avec son couvercle et la placer dans le dessiccateur (5.6). Laisser refroidir et peser précisément.

6.2. Placer dans la capsule 15 g environ de l'échantillon à analyser exactement pesés. Peser rapidement afin d'éviter des pertes d'humidité.

6.3. Mélanger le produit à analyser et la terre de diatomées (4.1) à l'aide de la baguette de verre (5.5) et répartir uniformément dans la capsule. Pour une meilleure homogénéisation on peut diluer au moyen d'eau distillée (4.2). Rincer la baguette de verre avec de l'eau distillée.

6.4. Sécher la prise d'essai jusqu'à dessiccation apparente en appliquant l'une des méthodes décrites ci-après.

6.4.1. Chauffer la prise d'essai au bain-marie bouillant (5.1.3).

6.4.2. Placer la prise d'essai dans l'étuve (5.1.2) à 70° C.

6.4.3. Placer la prise d'essai dans l'étuve à dessiccation sous vide (5.1.1) à 70° C et ramener la pression à quelque 41,3 kPa (413 mbar).

- 6.5. Placer la prise d'essai préséchée dans l'étuve (5.1.1). Réduire la pression à 6,6 kPa (66,6 mbar) environ (en admettant un courant d'air séché par passage dans un flacon de lavage contenant de l'acide sulfurique concentré à un débit de 2 à 4 bulles par seconde). Laisser sécher la prise d'essai deux heures à 70 ± 1 ° C. Arrêter le fonctionnement de la pompe à vide et laisser pénétrer lentement un courant d'air sec jusqu'au rétablissement de la pression atmosphérique.
- 6.6. Placer immédiatement la capsule fermée dans le dessiccateur (5.6) et peser dès que la température ambiante est atteinte.

7. EXPRESSION DES RÉSULTATS

Formule et calcul des résultats

La matière sèche, exprimée en % poids de l'échantillon à analyser est égale à :

$$(m_1 - m_2) \times \frac{100}{m_0}$$

où

m_0 = la masse initiale, en grammes, de la prise d'essai

m_1 = la masse, en grammes, de la capsule plus la terre de diatomées, le couvercle et le résidu de dessiccation

m_2 = la masse, en grammes, de la capsule plus la terre de diatomées et le couvercle.

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

CONSEIL

DÉCISION DU CONSEIL

du 12 juillet 1982

portant nomination d'un membre suppléant du comité consultatif pour la formation des praticiens de l'art dentaire

(82/476/CEE)

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

DÉCIDE :

vu la décision 78/688/CEE du Conseil, du 25 juillet 1978, portant création d'un comité consultatif pour la formation des praticiens de l'art dentaire ⁽¹⁾, et notamment ses articles 3 et 4,

considérant que, par sa décision 80/376/CEE ⁽²⁾, le Conseil a procédé à la nomination de M. Penne, membre suppléant, pour la période se terminant le 25 mars 1983 ;

considérant que le gouvernement français a désigné, le 15 juin 1982, M. Sangiuolo en vue de remplacer M. Penne, membre suppléant du comité précité,

Article unique

M. Sangiuolo est nommé membre suppléant du comité consultatif pour la formation des praticiens de l'art dentaire en remplacement de M. Penne pour la durée du mandat de celui-ci restant à courir, soit jusqu'au 25 mars 1983.

Fait à Bruxelles, le 12 juillet 1982.

Par le Conseil

Le président

I. NØRGAARD

⁽¹⁾ JO n° L 233 du 24. 8. 1978, p. 15.

⁽²⁾ JO n° L 93 du 10. 4. 1980, p. 22.

COMMISSION

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 5 juillet 1982

constatant que l'importation de l'appareil dénommé « Photo Research-Pritchard Photometer, model 1980 A-WB with Cassegrain Telescope, model CO-1250, Scotopic Response Filter, model SF-80, and Tristimulus Filter, model TF-80 », peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun

(82/477/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1798/75 du Conseil, du 10 juillet 1975, relatif à l'importation en franchise des droits du tarif douanier commun des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel ⁽¹⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 1027/79 ⁽²⁾,

vu le règlement (CEE) n° 2784/79 de la Commission, du 12 décembre 1979, fixant les dispositions d'application du règlement (CEE) n° 1798/75 ⁽³⁾, et notamment son article 7,

considérant que, par lettre du 26 novembre 1981, l'Allemagne a demandé à la Commission d'engager la procédure prévue à l'article 7 du règlement (CEE) n° 2784/79 en vue de déterminer si l'appareil dénommé « Photo Research-Pritchard Photometer, model 1980 A-WB with Cassegrain Telescope, model CO-1250, Scotopic Response Filter, model SF-80, and Tristimulus Filter, model TF 80 », commandé le 15 octobre 1980 et destiné à être utilisé pour mesurer la distribution de la luminance, la luminance, la couleur de la lumière, la variation de la lumière ainsi que l'éclairement de la cornée et la brillance ambiante moyenne, doit être considéré ou non comme un appareil scientifique et, en cas de réponse affirmative, si des appareils de valeur scientifique équivalente sont présentement fabriqués dans la Communauté ;

considérant que, conformément aux dispositions de l'article 7 paragraphe 5 du règlement (CEE) n° 2784/79, un groupe d'experts composé de représentants de tous les États membres s'est réuni le 14 mai 1982 dans le cadre du comité des franchises douanières afin d'examiner de ce cas d'espèce ;

considérant qu'il ressort de cet examen que l'appareil en question est un photomètre ; que ses caractéristiques techniques objectives telles que l'extension du champ de mesure ainsi que l'usage qui est fait dudit appareil en font un appareil spécialement apte à la recherche scientifique ; que, par ailleurs, les appareils de ce genre sont principalement utilisés pour des activités scientifiques ; qu'il doit dès lors être considéré comme un appareil scientifique ;

considérant qu'il ressort des informations recueillies auprès des États membres que des appareils de valeur scientifique équivalant audit appareil et susceptibles d'être utilisés aux mêmes usages ne sont pas fabriqués dans la Communauté ; qu'il est dès lors justifié d'admettre en franchise l'appareil considéré,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

L'importation de l'appareil dénommé « Photo Research-Pritchard Photometer, model CO-1250, Scotopic Response Filter, model SF-80, and Tristimulus Filter, model TF 80 », faisant l'objet de la demande de l'Allemagne, du 26 novembre 1981, peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun.

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 5 juillet 1982.

Par la Commission

Karl-Heinz NARJES

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 184 du 15. 7. 1975, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 134 du 31. 5. 1979, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 318 du 13. 12. 1979, p. 32.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 5 juillet 1982

constatant que l'importation de l'appareil dénommé «GWR — Superconducting Gravimeter, model TT 40, with accessories» peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun

(82/478/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1798/75 du Conseil, du 10 juillet 1975, relatif à l'importation en franchise des droits du tarif douanier commun des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel ⁽¹⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 1027/79 ⁽²⁾,

vu le règlement (CEE) n° 2784/79 de la Commission, du 12 décembre 1979, fixant les dispositions d'application du règlement (CEE) n° 1798/75 ⁽³⁾, et notamment son article 7,

considérant que, par lettre du 30 novembre 1981, l'Allemagne a demandé à la Commission d'engager la procédure prévue à l'article 7 du règlement (CEE) n° 2784/79 en vue de déterminer si l'appareil dénommé «GWR — Superconducting Gravimeter, model TT 40, with accessories», commandé le 15 octobre 1979 et destiné à être utilisé pour la détermination à haute précision des modifications périodiques et apériodiques du champ gravitationnel de la terre, doit être considéré ou non comme un appareil scientifique et, en cas de réponse affirmative, si des appareils de valeur scientifique équivalente sont présentement fabriqués dans la Communauté;

considérant que, conformément aux dispositions de l'article 7 paragraphe 5 du règlement (CEE) n° 2784/79, un groupe d'experts composé de représentants de tous les États membres s'est réuni le 14 mai 1982 dans le cadre du comité des franchises douanières afin d'examiner ce cas d'espèce;

considérant qu'il ressort de ces examens que l'appareil en question est un gravimètre; que ses caractéristiques techniques objectives telles que la sensibilité ainsi que

l'usage qui est fait dudit appareil en font un appareil spécialement apte à la recherche scientifique; que, par ailleurs, les appareils de ce genre sont principalement utilisés pour des activités scientifiques; qu'il doit dès lors être considéré comme un appareil scientifique;

considérant qu'il ressort des informations recueillies auprès des États membres que des appareils de valeur scientifique équivalant audit appareil et susceptibles d'être utilisés aux mêmes usages ne sont pas fabriqués dans la Communauté; qu'il est dès lors justifié d'admettre en franchise l'appareil considéré,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

L'importation de l'appareil dénommé «GWR — Superconducting Gravimeter, model TT 40, with accessories» faisant l'objet de la demande de l'Allemagne, du 30 novembre 1981, peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun.

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 5 juillet 1982.

Par la Commission

Karl-Heinz NARJES

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 184 du 15. 7. 1975, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 134 du 31. 5. 1979, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 318 du 13. 12. 1979, p. 32.

DÉCISION DE LA COMMISSION**du 5 juillet 1982****fixant le prix minimal de vente de l'huile d'olive mise en vente pour l'exportation dans le cadre de la première adjudication partielle prévue par le règlement (CEE) n° 1290/82**

(Le texte en langue grecque est le seul faisant foi.)

(82/479/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 136/66/CEE du Conseil, du 22 septembre 1966, portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1413/82⁽²⁾, et notamment son article 12 paragraphe 4,considérant que, conformément à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 1290/82 de la Commission, relatif à l'ouverture d'une adjudication permanente pour la mise en vente pour l'exportation de l'huile d'olive détenue par l'organisme d'intervention grec⁽³⁾, celui-ci met en vente, à partir du mois de juin 1982, une quantité globale d'environ 6 000 tonnes d'huile d'olive vierge extra provenant des interventions de la campagne oléicole 1980/1981 ;

considérant que l'article 5 du règlement précité prévoit qu'il est fixé, compte tenu des offres reçues, un prix minimal de vente ;

considérant que, en raison des offres faites dans le cadre de la première adjudication partielle, il convient de fixer un prix minimal au niveau visé ci-après ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du comité de gestion pour les matières grasses,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Pour la première adjudication partielle, le prix minimal de vente visé à l'article 5 du règlement (CEE) n° 1290/82 est fixé comme suit :

huile d'olive vierge extra : 8 410 drachmes grecques par 100 kilogrammes.

Article 2

La République hellénique est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 5 juillet 1982.

Par la Commission

Poul DALSGER

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° 172 du 30. 9. 1966, p. 3025/66.⁽²⁾ JO n° L 162 du 12. 6. 1982, p. 6.⁽³⁾ JO n° L 149 du 28. 5. 1982, p. 16.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 5 juillet 1982

constatant que l'importation de l'appareil dénommé « Aminco-Spectrofluorometer, model J4-8970 » ne peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun

(82/480/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1798/75 du Conseil, du 10 juillet 1975, relatif à l'importation en franchise des droits du tarif douanier commun des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel ⁽¹⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 1027/79 ⁽²⁾,

vu le règlement (CEE) n° 2784/79 de la Commission, du 12 décembre 1979, fixant les dispositions d'application du règlement (CEE) n° 1798/75 ⁽³⁾, et notamment son article 7,

considérant que, par lettre du 28 décembre 1981, la Belgique a demandé à la Commission d'engager la procédure prévue à l'article 7 du règlement (CEE) n° 2784/79 en vue de déterminer si l'appareil dénommé « Aminco-Spectrofluorometer, model J4-8970 », commandé le 6 novembre 1978 et destiné à être utilisé pour la recherche sur les mécanismes d'interférence du plomb sur la voie de synthèse de l'hème dans divers types de cellules et sur les potentiels des membranes cellulaires, doit être considéré ou non comme un appareil scientifique et, en cas de réponse affirmative, si des appareils de valeur scientifique équivalente sont présentement fabriqués dans la Communauté ;

considérant que, conformément aux dispositions de l'article 7 paragraphe 5 du règlement (CEE) n° 2784/79, un groupe d'experts composé de représentants de tous les États membres s'est réuni le 14 mai 1982 dans le cadre du comité des franchises douanières afin d'examiner ce cas d'espèce ;

considérant qu'il ressort de cet examen que l'appareil en question est un spectrofluoromètre ; que ses caractéristiques techniques objectives telles que le pouvoir

de résolution du spectre, ainsi que l'usage qui est fait dudit appareil le rendent spécialement apte à la recherche scientifique ; que, par ailleurs, les appareils de ce genre sont principalement utilisés pour des activités scientifiques ; qu'il doit dès lors être considéré comme un appareil scientifique ;

considérant toutefois que, sur la base des informations recueillies auprès des États membres, des appareils de valeur scientifique équivalent audit appareil, susceptibles d'être utilisés aux mêmes usages, sont présentement fabriqués dans la Communauté ; que tel est le cas, en particulier, de l'appareil SFR 100 fabriqué par la firme Baird-Atomic Ltd, East Street, UK-Braintree, Essex, et de l'appareil JY 3 C fabriqué par la firme Jobin Yvon, 16-18, rue du Canal, F-91163 Longjumeau Cedex,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

L'importation de l'appareil dénommé Aminco-Spectrofluorometer, model J4-8970 », faisant l'objet de la demande de la Belgique, du 28 décembre 1981, ne peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun.

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 5 juillet 1982.

Par la Commission

Karl-Heinz NARJES

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 184 du 15. 7. 1975, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 134 du 31. 5. 1979, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 318 du 13. 12. 1979, p. 32.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 5 juillet 1982

constatant que l'importation de l'appareil dénommé « Aminco-Spectrofluorometer, model J4-8970 » ne peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun

(82/481/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1798/75 du Conseil, du 10 juillet 1975, relatif à l'importation en franchise des droits du tarif douanier commun des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel ⁽¹⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 1027/79 ⁽²⁾,vu le règlement (CEE) n° 2784/79 de la Commission, du 12 décembre 1979, fixant les dispositions d'application du règlement (CEE) n° 1798/75 ⁽³⁾, et notamment son article 7,

considérant que, par lettre du 29 décembre 1981, la Belgique a demandé à la Commission d'engager la procédure prévue à l'article 7 du règlement (CEE) n° 2784/79 en vue de déterminer si l'appareil dénommé « Aminco-Spectrofluorometer, model J4-8970 », commandé le 8 septembre 1978 et destiné à être utilisé pour la recherche dans le domaine de la micro-analyse et de la submicro-analyse des phénols végétaux et composés analogues, ainsi que pour la détermination de l'activité de l'enzyme N-feruloylglycine deferulase, doit être considéré ou non comme un appareil scientifique et, en cas de réponse affirmative, si des appareils de valeur scientifique équivalente sont présentement fabriqués dans la Communauté ;

considérant que, conformément aux dispositions de l'article 7 paragraphe 5 du règlement (CEE) n° 2784/79, un groupe d'experts composé de représentants de tous les États membres s'est réuni le 14 mai 1982 dans le cadre du comité des franchises douanières afin d'examiner ce cas d'espèce ;

considérant qu'il ressort de cet examen que l'appareil en question est un spectrofluoromètre ; que ses caractéristiques techniques objectives telles que le pouvoir

de résolution du spectre, ainsi que l'usage qui est fait dudit appareil le rendent spécialement apte à la recherche scientifique ; que, par ailleurs, les appareils de ce genre sont principalement utilisés pour des activités scientifiques ; qu'il doit dès lors être considéré comme un appareil scientifique ;

considérant toutefois que, sur la base des informations recueillies auprès des États membres, des appareils de valeur scientifique équivalant audit appareil susceptibles d'être utilisés aux mêmes usages sont présentement fabriqués dans la Communauté ; que tel est le cas, en particulier, de l'appareil SFR 100 fabriqué par la firme Baird-Atomic Ltd, East Street, UK-Braintree, Essex, et de l'appareil JY 3 C fabriqué par la firme Jobin Yvon, 16-18, rue du Canal, F-91163 Longjumeau Cedex,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

L'importation de l'appareil dénommé « Aminco-Spectrofluorometer, model J4-8970 », faisant l'objet de la demande de la Belgique, du 29 décembre 1981, ne peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun.

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 5 juillet 1982.

Par la Commission

Karl-Heinz NARJES

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 184 du 15. 7. 1975, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 134 du 31. 5. 1979, p. 1.⁽³⁾ JO n° L 318 du 13. 12. 1979, p. 32.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 5 juillet 1982

constatant que l'importation de l'appareil dénommé « Aminco-Spectrofluorometer, model J4 — 8970 » ne peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun

(82/482/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1798/75 du Conseil, du 10 juillet 1975, relatif à l'importation en franchise des droits du tarif douanier commun des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel ⁽¹⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 1027/79 ⁽²⁾,

vu le règlement (CEE) n° 2784/79 de la Commission, du 12 décembre 1979, fixant les dispositions d'application du règlement (CEE) n° 1798/75 ⁽³⁾, et notamment son article 7,

considérant que, par lettre du 29 décembre 1981, la Belgique a demandé à la Commission d'engager la procédure prévue à l'article 7 du règlement (CEE) n° 2784/79 en vue de déterminer si l'appareil dénommé « Aminco-Spectrofluorometer, model J4-8970 », commandé le 16 novembre 1978 et destiné à être utilisé pour la recherche dans le domaine de la biochimie, de la cinétique enzymatique et de la fixation des hydrates de carbone par les protéides, notamment par le dosage en continu de la fluorescence et par la cinétique des réactions rapides, doit être considéré ou non comme un appareil scientifique et, en cas de réponse affirmative, si des appareils de valeur scientifique équivalente sont présentement fabriqués dans la Communauté ;

considérant que, conformément aux dispositions de l'article 7 paragraphe 5 du règlement (CEE) n° 2784/79, un groupe d'experts composé de représentants de tous les États membres s'est réuni le 14 mai 1982 dans le cadre du comité des franchises douanières afin d'examiner ce cas d'espèce ;

considérant qu'il ressort de cet examen que l'appareil en question est un spectrofluoromètre ; que ses caractéristiques techniques objectives telles que le pouvoir de résolution du spectre, ainsi que l'usage qui est fait

dudit appareil le rendent spécialement apte à la recherche scientifique ; que, par ailleurs, les appareils de ce genre sont principalement utilisés pour des activités scientifiques ; qu'il doit dès lors être considéré comme un appareil scientifique ;

considérant toutefois que, sur la base des informations recueillies auprès des États membres, des appareils de valeur scientifique équivalant audit appareil, susceptibles d'être utilisés aux mêmes usages, sont présentement fabriqués dans la Communauté ; que tel est le cas, en particulier, de l'appareil SFR 100 fabriqué par la firme Baird-Atomic Ltd, East Street, UK-Braintree, Essex, et de l'appareil JY 3 C fabriqué par la firme Jobin Yvon, 16-18, rue du Canal, F-91163 Longjumeau Cedex,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

L'importation de l'appareil dénommé « Aminco-Spectrofluorometer, model J4-8970 », faisant l'objet de la demande de la Belgique, du 29 décembre 1981, ne peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun.

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 5 juillet 1982.

Par la Commission

Karl-Heinz NARJES

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 184 du 15. 7. 1975, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 134 du 31. 5. 1979, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 318 du 13. 12. 1979, p. 32.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 5 juillet 1982

constatant que l'importation de l'appareil dénommé « JEOL-Electron Microscope, model Temscan-200 CX » ne peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun

(82/483/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1798/75 du Conseil, du 10 juillet 1975, relatif à l'importation en franchise des droits du tarif douanier commun des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel ⁽¹⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 1027/79 ⁽²⁾,vu le règlement (CEE) n° 2784/79 de la Commission, du 12 décembre 1979, fixant les dispositions d'application du règlement (CEE) n° 1798/75 ⁽³⁾, et notamment son article 7,

considérant que, par lettre du 28 décembre 1981, l'Allemagne a demandé à la Commission d'engager la procédure prévue à l'article 7 du règlement (CEE) n° 2784/79 en vue de déterminer si l'appareil dénommé « JEOL-Electron Microscope, model Temscan-200 CX », commandé le 9 décembre 1980 et destiné à être utilisé pour l'étude de phénomènes de ségrégation aux joints des grains et aux limites des phases ainsi que pour l'étude de phénomènes de précipitation et de ségrégation spinodale, doit être considéré ou non comme un appareil scientifique et, en cas de réponse affirmative, si des appareils de valeur scientifique équivalente sont présentement fabriqués dans la Communauté ;

considérant que, conformément aux dispositions de l'article 7 paragraphe 5 du règlement (CEE) n° 2784/79, un groupe d'experts composé de représentants de tous les États membres s'est réuni le 14 mai 1982 dans le cadre du comité des franchises douanières afin d'examiner ce cas d'espèce ;

considérant qu'il ressort de cet examen que l'appareil en question est un microscope électronique ; que ses caractéristiques techniques objectives telles que le pouvoir de résolution très élevé, ainsi que l'usage qui

est fait dudit appareil le rendent spécialement apte à la recherche scientifique ; que, par ailleurs, les appareils de ce genre sont principalement utilisés pour des activités scientifiques ; qu'il doit dès lors être considéré comme un appareil scientifique ;

considérant toutefois que, sur la base des informations recueillies auprès des États membres, des appareils de valeur scientifique équivalant audit appareil, susceptibles d'être utilisés aux mêmes usages, sont présentement fabriqués dans la Communauté ; que tel est le cas, en particulier, des appareils EM 400 ST with FEG, STEM unit and EDS system et EM 400 T fabriqués par la firme Philips Nederland BV, Boschdijk 525, NL-Eindhoven,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

L'importation de l'appareil dénommé « JEOL — Electron Microscope, model Temscan-200 CX » faisant l'objet de la demande de l'Allemagne, du 28 décembre 1981, ne peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun.

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 5 juillet 1982.

Par la Commission

Karl-Heinz NARJES

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 184 du 15. 7. 1975, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 134 du 31. 5. 1979, p. 1.⁽³⁾ JO n° L 318 du 13. 12. 1979, p. 32.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 5 juillet 1982

constatant que l'importation de l'appareil dénommé « JEOL-Electron Microscope, model JEM-200 CX » ne peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun

(82/484/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1798/75 du Conseil, du 10 juillet 1975, relatif à l'importation en franchise des droits du tarif douanier commun des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel ⁽¹⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 1027/79 ⁽²⁾,

vu le règlement (CEE) n° 2784/79 de la Commission, du 12 décembre 1979, fixant les dispositions d'application du règlement (CEE) n° 1798/75 ⁽³⁾, et notamment son article 7,

considérant que, par lettre du 28 décembre 1981, l'Allemagne a demandé à la Commission d'engager la procédure prévue à l'article 7 du règlement (CEE) n° 2784/79 en vue de déterminer si l'appareil dénommé « JEOL-Electron Microscope, model JEM-200 CX », commandé le 9 décembre 1980 et destiné à être utilisé pour l'étude des phénomènes de ségrégation aux joints des grains et aux limites des phases ainsi que pour l'étude de phénomènes de précipitation et de ségrégation spinodale, doit être considéré ou non comme un appareil scientifique et, en cas de réponse affirmative, si des appareils de valeur scientifique équivalente sont présentement fabriqués dans la Communauté ;

considérant que, conformément aux dispositions de l'article 7 paragraphe 5 du règlement (CEE) n° 2784/79, un groupe d'experts composé de représentants de tous les États membres s'est réuni le 14 mai 1982 dans le cadre du comité des franchises douanières afin d'examiner ce cas d'espèce ;

considérant qu'il ressort de cet examen que l'appareil en question est un microscope électronique ; que ses caractéristiques techniques objectives telles que le pouvoir de résolution très élevé, ainsi que l'usage qui

est fait dudit appareil le rendent spécialement apte à la recherche scientifique ; que, par ailleurs, les appareils de ce genre sont principalement utilisés pour des activités scientifiques ; qu'il doit dès lors être considéré comme un appareil scientifique ;

considérant toutefois que, sur la base des informations recueillies auprès des États membres, des appareils de valeur scientifique équivalant audit appareil, susceptibles d'être utilisés aux mêmes usages, sont présentement fabriqués dans la Communauté ; que tel est le cas, en particulier, des appareils EM 400 ST with FEG, STEM unit and EDS system et EM 400 T, fabriqués par la firme Philips Nederland BV, Boschdijk 525, NL-Eindhoven,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

L'importation de l'appareil dénommé « JEOL — Electron Microscope, model JEM-200 CX » faisant l'objet de la demande de l'Allemagne, du 28 décembre 1981, ne peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun.

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 5 juillet 1982.

Par la Commission

Karl-Heinz NARJES

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 184 du 15. 7. 1975, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 134 du 31. 5. 1979, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 318 du 13. 12. 1979, p. 32.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 5 juillet 1982

constatant que l'importation de l'appareil dénommé « Beckman-UV-Vis NIR Spectrophotometer, model 5260 » ne peut être faite en franchise des droits du tarif douanier commun

(82/485/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,vu le règlement (CEE) n° 1798/75 du Conseil, du 10
juillet 1975, relatif à l'importation en franchise des
droits du tarif douanier commun des objets de caractè-
re éducatif, scientifique ou culturel ⁽¹⁾, modifié par le
règlement (CEE) n° 1027/79 ⁽²⁾,vu le règlement (CEE) n° 2784/79 de la Commission,
du 12 décembre 1979, fixant les dispositions d'appli-
cation du règlement (CEE) n° 1798/75 ⁽³⁾, et notamment
son article 7,considérant que, par lettre du 17 décembre 1981,
l'Italie a demandé à la Commission d'engager la procé-
dure prévue à l'article 7 du règlement (CEE)
n° 2784/79 en vue de déterminer si l'appareil
dénommé « Beckman-UV-Vis NIR Spectrophotome-
ter, model 5260 », commandé le 15 juin 1978 et
destiné à être utilisé pour l'étude des propriétés physi-
co-chimiques des protéines et enzymes et en particu-
lier pour la recherche sur les protéines et les composés
modèles contenant les groupes persulfure et disulfure,
doit être considéré ou non comme un appareil scienti-
fique et, en cas de réponse affirmative, si des appareils
de valeur scientifique équivalente sont présentement
fabriqués dans la Communauté ;considérant que, conformément aux dispositions de
l'article 7 paragraphe 5 du règlement (CEE)
n° 2784/79, un groupe d'experts composé de représen-
tants de tous les États membres s'est réuni le 14 mai
1982 dans le cadre du comité des franchises doua-
nières afin d'examiner ce cas d'espèce ;considérant qu'il ressort de cet examen que l'appareil
en question est un spectrophotomètre ; que ses caracté-
ristiques techniques objectives telles que la résolu-tion, ainsi que l'usage qui est fait dudit appareil le
rendent spécialement apte à la recherche scientifique ;
que, par ailleurs, les appareils de ce genre sont princi-
palement utilisés pour des activités scientifiques ; qu'il
doit dès lors être considéré comme un appareil scienti-
fique ;considérant toutefois que, sur la base des informations
recueillies auprès des États membres, des appareils de
valeur scientifique équivalant audit appareil, suscepti-
bles d'être utilisés aux mêmes usages, sont présente-
ment fabriqués dans la Communauté ; que tel est le
cas, en particulier, de l'appareil JY 201 D fabriqué par
la firme Jobin Yvon, 16-18, rue du Canal F-91163
Longjumeau, et des appareils SP 8-200 et SP 8-250
fabriqués par la firme Pye Unicam Ltd, York Street,
UK-Cambridge,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

*Article premier*L'importation de l'appareil dénommé « Beckman-
UV-Vis NIR Spectrophotometer, model 5260 » faisant
l'objet de la demande de l'Italie, du 17 décembre 1981,
ne peut être faite en franchise des droits du tarif doua-
nier commun.*Article 2*Les États membres sont destinataires de la présente
décision.

Fait à Bruxelles, le 5 juillet 1982.

Par la Commission

Karl-Heinz NARJES

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 184 du 15. 7. 1975, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 134 du 31. 5. 1979, p. 1.⁽³⁾ JO n° L 318 du 13. 12. 1979, p. 32.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 5 juillet 1982

fixant les prix minimaux de vente de l'huile d'olive mise en vente dans le cadre de la troisième adjudication partielle prévue par le règlement (CEE) n° 837/82

(Le texte en langue grecque est le seul faisant foi.)

(82/486/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,vu le règlement n° 136/66/CEE du Conseil, du
22 septembre 1966, portant établissement d'une orga-
nisation commune des marchés dans le secteur des
matières grasses⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le
règlement (CEE) n° 1413/82⁽²⁾, et notamment son
article 12 paragraphe 4,considérant que, conformément à l'article 1^{er} du règle-
ment (CEE) n° 837/82 de la Commission, relatif à
l'ouverture d'une adjudication permanente pour la
mise en vente de l'huile d'olive détenue par l'orga-
nisme d'intervention hellénique⁽³⁾, celui-ci met en
vente à partir du mois d'avril 1982 une quantité
globale d'environ 49 000 tonnes d'huile d'olive prove-
nant des interventions des campagnes oléicoles 1980/
1981 et 1981/1982;considérant que l'article 6 du règlement précité prévoit
qu'il est fixé, compte tenu des offres reçues, un prix
minimal de vente;considérant que, en raison des offres faites dans le
cadre de la troisième adjudication partielle, il convient
de fixer le prix minimal au niveau visé ci-après;considérant que les mesures prévues à la présente déci-
sion sont conformes à l'avis du comité de gestion des
matières grasses,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

*Article premier*Pour la troisième adjudication partielle, le prix
minimal de vente visé à l'article 6 du règlement (CEE)
n° 837/82 est fixé comme suit :

huile d'olive vierge extra :

14 325 drachmes grecques par 100 kilogrammes,

huile d'olive vierge fine :

13 630 drachmes grecques par 100 kilogrammes,

huile d'olive vierge courante :

12 850 drachmes grecques par 100 kilogrammes,

huile d'olive vierge lampante 5° :

11 910 drachmes grecques par 100 kilogrammes,

huile de grignons d'olive 5° :

— drachmes grecques par 100 kilogrammes,

*Article 2*La République hellénique est destinataire de la
présente décision.

Fait à Bruxelles, le 5 juillet 1982.

Par la Commission

Poul DALSAGER

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° 172 du 30. 9. 1966, p. 3025/66.⁽²⁾ JO n° L 162 du 12. 6. 1982, p. 6.⁽³⁾ JO n° L 95 du 8. 4. 1982, p. 26.

DÉCISION DE LA COMMISSION**du 5 juillet 1982****fixant le prix minimal de vente de l'huile d'olive mise en vente pour l'exportation dans le cadre de la deuxième adjudication partielle prévue par le règlement (CEE) n° 1079/82**

(Le texte en langue italienne est le seul faisant foi.)

(82/487/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 136/66/CEE du Conseil, du 22 septembre 1966, portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1413/82⁽²⁾, et notamment son article 12 paragraphe 4,considérant que, conformément à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 1079/82 de la Commission, du 6 mai 1982, relatif à l'ouverture d'une adjudication permanente pour la mise en vente pour l'exportation de l'huile d'olive détenue par l'organisme d'intervention italien⁽³⁾, celui-ci met en vente, à partir du mois de mai 1982, une quantité globale d'environ 9 000 tonnes d'huile d'olive vierge extra provenant des interventions des campagnes oléicoles 1979/1980 et 1980/1981 ;

considérant que l'article 5 du règlement précité prévoit qu'il est fixé, compte tenu des offres reçues, un prix minimal de vente ;

considérant que, en raison des offres faites dans le cadre de la deuxième adjudication partielle, il convient de fixer le prix minimal au niveau visé ci-après ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du comité de gestion pour les matières grasses,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Pour la deuxième adjudication partielle, le prix minimal de vente visé à l'article 5 du règlement (CEE) n° 1079/82 est fixé comme suit :

huile d'olive vierge extra : 171 525 lires italiennes par 100 kilogrammes.

Article 2

La République italienne est destinataire de la présente décision

Fait à Bruxelles, le 5 juillet 1982.

Par la Commission

Poul DALSAGER

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° 172 du 30. 9. 1966, p. 3025/66.⁽²⁾ JO n° L 162 du 12. 6. 1982, p. 6.⁽³⁾ JO n° L 125 du 7. 5. 1982, p. 19.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 5 juillet 1982

fixant le prix minimal de vente de l'huile d'olive mise en vente dans le cadre de la troisième adjudication partielle prévue par le règlement (CEE) n° 838/82

(Le texte en langue italienne est le seul faisant foi.)

(82/488/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 136/66/CEE du Conseil, du 22 septembre 1966, portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1413/82⁽²⁾, et notamment son article 12 paragraphe 4,considérant que, conformément à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 838/82 de la Commission, relatif à l'ouverture d'une adjudication permanente pour la mise en vente de l'huile d'olive détenue par l'organisme d'intervention italien⁽³⁾, celui-ci met en vente à partir du mois d'avril 1982 une quantité globale d'environ 46 000 tonnes d'huile d'olive provenant des interventions des campagnes oléicoles de 1979/1980 à 1981/1982 ;

considérant que l'article 6 du règlement précité prévoit qu'il est fixé, compte tenu des offres reçues, un prix minimal de vente ;

considérant que, en raison des offres faites dans le cadre de la troisième adjudication partielle, il convient de fixer le prix minimal au niveau visé ci-après ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du comité de gestion pour les matières grasses,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Pour la troisième adjudication partielle, le prix minimal de vente visé à l'article 6 du règlement (CEE) n° 838/82 est fixé comme suit :

huile d'olive vierge extra :
289 061 liras italiennes par 100 kilogrammes,
huile d'olive vierge fine :
277 315 liras italiennes par 100 kilogrammes,
huile d'olive vierge courante :
262 053 liras italiennes par 100 kilogrammes,
huile d'olive vierge lampante 5° :
— liras italiennes par 100 kilogrammes,
huile de grignons d'olive 5° :
147 800 liras italiennes par 100 kilogrammes.

Article 2

La République italienne est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 5 juillet 1982.

Par la Commission

Poul DALSGER

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° 172 du 30. 9. 1966, p. 3025/66.⁽²⁾ JO n° L 162 du 12. 6. 1982, p. 6.⁽³⁾ JO n° L 95 du 8. 4. 1982, p. 28.

CLASSEMENT DES PRODUITS CHIMIQUES DANS LE TARIF DOUANIER DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

EN SIX LANGUES

- Vingt mille dénominations chimiques (dénominations communes internationalement acceptées, dénominations systématiques et synonymes),
- six langues: danois (vol. I), allemand (vol. II), anglais (vol. III), français (vol. IV), italien (vol. V) et néerlandais (vol. VI),
- correspondance dans les six langues (vol. VII, en six langues).

Cet ouvrage offre:

- la possibilité de connaître immédiatement le classement tarifaire (position et sous-position) des produits chimiques dans le tarif douanier des Communautés européennes à partir d'une dénomination dans une des six langues,
- la correspondance de dénomination dans les six langues (dictionnaire multilingue spécialisé).

Les dénominations chimiques reprises permettront l'accès à la banque de données chimiques de la Communauté européenne (ECDIN).

Chaque volume (le volume VII excepté) peut être commandé séparément.

Prix par volume unilingue: 9,60 Écus, 400 francs belges, 58,50 francs français.

Prix d'un volume unilingue plus le volume en six langues: 36,30 Écus, 1 500 francs belges, 219 francs français.

Prix de l'ouvrage complet: 72 Écus, 3 000 francs belges, 440 francs français.

Envoyer commandes éventuelles à

L'OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
L-2985 Luxembourg.